

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 45, Numéro 2 > Mars-avril 2018 > droitdeparole.org



Jonathan et Jean-Laurence Seaborn dans leur quartier à Limoilou.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Nickel : le film

Le documentaire *Bras de fer*, en salle depuis le 9 mars, relate la lutte menée par Véronique Lalande et Louis Duchesne mettant au grand jour les problèmes de poussières de nickel à Québec. Rencontre avec les frères Seaborn, réalisateurs. **p. 5**

SOS Port de Québec dénonce le terminal de conteneurs

Formation de la Coalition SOS Port de Québec pour dénoncer le projet d'agrandissement du port pour faire un terminal de conteneurs. Un projet qui risque de polluer davantage le fleuve et la ville. **p. 4**

Question de genres

Le sexe. Dans les formulaires, ça semble simple. La question s'est complexifiée ces dernières années au point où il ne faudrait plus parler de sexe, mais de genre. Tour d'horizon des enjeux. **p. 6**

Pourquoi une autre manif contre le racisme?

Par **Nathalie Côté**

Il est légitime de se demander à quoi peut bien servir une autre manif contre le racisme dans ce Québec tel qu'on l'aime, ouvert et cool où il fait bon vivre!

On peut se demander à quoi ça sert, surtout quand on n'a jamais vécu de racisme. C'est peut-être pour cela que beaucoup de Québécois et de Québécoise ne se sentent pas concernés personnellement par cette question.

Cependant, pour les communautés cuturelles, il en va fort probablement tout autrement. Organiser une marche contre le racisme de la part d'organisations, comme le Répac (Regroupement d'éducation populaire en action communautaire) et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste qui s'associent pour la deuxième année au Festival de musique contre le racisme, est un geste de solidarité avec ceux et celles qui vivent toutes les formes d'exclusion. C'est une manière de dire: «Ici, on ne veut pas que cela arrive! On ne veut plus que cela arrive!»

Plus précisément, par cette marche, les organisateurs de la manif veulent intervenir sur la question du racisme systémique (en dénon-

çant l'annulation de la commission du même nom par le gouvernement Couillard). Ils veulent aussi combattre le racisme ordinaire.

Selon Vania Wright-Larin du Répac, «les groupes communautaires ont un rôle à jouer en faisant des rapprochements avec les groupes de personnes immigrantes et avec les personnes racisées.»

Si on ne se sent pas interpellé personnellement, on peut cependant considérer que cette marche contre le racisme sert aussi à faire un contre-poids à tous les discours alarmistes et à ceux des groupuscules d'extrême-droite.

En outre, dans le contexte mondial actuel avec la montée des partis ouvertement anti-immigration dans plusieurs pays européens et face aux politiques des républicains aux États-Unis, cet appel à dénoncer l'exclusion et l'intolérance a une portée qui dépasse les considérations locales.

On peut envisager cette manifestation contre le racisme, non pas comme une autre occasion de faire la morale à la population québécoise, ni d'accuser qui que ce soit, mais davantage comme une manière d'affirmer notre désir de vivre dans un Québec où domine la fraternité, le partage et la liberté.



Opinion

Le négativisme de la gauche puritaine

Par **Marc Boutin**

Rectitude politique oblige, j'aimerais bien participer au festival contre le racisme, mais cette perspective ravive en moi trop de souvenirs amers. J'ai l'impression de faire partie d'une gauche engoncée dans un corset moral qui, tout à coup, me fait sentir coupable, peccable.

C'est vrai que je suis «raciste». J'espère qu'au festival il n'y aura pas juste des activités festives. Espérons qu'un ou une quelconque ayatollah sera là pour que je puisse me confesser. Ça n'a vraiment pas d'allure, la liste de ceux et celles qui me tombent sur les nerfs est trop longue. D'ailleurs, toutes les races (sauf «peut-être» la race humaine) me tombent sur les nerfs, surtout la mienne, celle qui a la couleur du bonhomme Carnaval. Comme Romain Rolland, je suis «raçophobe» tous azimuts.

Tout ça me rappelle, jadis, les rassemblements au stade municipal du Père Lelièvre. C'était de véritables festivals contre le péché. On se sentait vite coupable (on l'était) et on se précipitait au confessionnal (il y en avait des centaines). Quel soulagement! On en sortait tout lavé. Comme aujourd'hui avec le racisme, le monde faisait alors des rêves cochons et des péchés en cachette: moi le premier et à fond la caisse. D'ailleurs, je recommençais le lendemain et c'en était que plus jouissif parce que j'étais propre.

Bon, assez ergoté sur le passé, revenons au XXI siècle: le 20 août dernier, je me suis rendu Place d'Youville, à ce que je croyais une manif pro-immigration. Je suis tombé sur une manif anti-Meute, une manif où une fraction de la gauche s'est comportée de façon encore plus violente que le groupe qu'elle voulait contester. Depuis ce jour, la Meute jouit, contrairement à la gauche, d'une couverture médiatique enviable et je me pose des questions sur la pertinence des contre-manifestations, des contre-festivals, des contre-carnavals, etc.

Être pour plutôt qu'être contre

Il me semble qu'à gauche, on devrait se concentrer sur des rassemblements pour quelque chose plutôt que toujours être contre. Notre ennemi juré, c'est beaucoup plus que la Meute, notre ennemi juré va bien au-delà de la droite politique, notre ennemi juré est le néolibéralisme.

Pasolini l'a proclamé haut et fort, la société de consommation, le marché, est le vrai fascisme. Le marché capitaliste nous exploite globalement, localement, mondialement et se délecte de nos culs-de-sac individualistes où on s'empêtre, tant à gauche qu'à droite, dans des débats intersectionnels, des débats sur nos identités plus immédiates qu'elles soient sexuelles, religieuses, ethniques ou raciales.

Le néolibéralisme nous impose un projet social collectif, un projet atroce porté par les Labeaume, Trudeau

et Couillard de ce monde, mais un projet quand même. Il est POUR quelque chose, pour une consommation à outrance qui élargit de façon illimitée l'écart entre riches et pauvres et nous plonge dans une détresse écologique planétaire. Face à ce projet, il faut en proposer un autre. Sortir le mouvement populaire de son pratico-inerte négatif pour passer à une fusion révolutionnaire positive.

On ne peut pas demander aux partis politiques de gauche de faire la révolution collective; leur rôle est de résister le plus possible et c'est déjà beaucoup leur demander. C'est à la gauche, la gauche populaire et syndicale, celle qui se situe au-delà des partis et qui a entre ses mains un mouvement organisé, de proposer un projet de société libre et égalitaire, un projet collectif culturellement enraciné.

À quand un festival pro-peuple

S'opposer sur la place publique au racisme c'est devenir porteur du concept de race, un concept aussi flou que le péché, c'est lui donner trop d'importance. C'est par notre culture qu'on s'identifie au monde, qu'on participe à la diversité du monde, pas par notre race. Il me semble que notre négativisme ambiant accentue le désarroi de la gauche et, pour me sentir moins coupable, je propose de m'investir à partir de maintenant dans la recherche, pour la gauche, d'une vision positive de notre éventuelle révolution. Donc, à suivre.

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage: 6000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal:
Francine Bordeleau, Marc Boutin, Réal Michaud, Yorik Godin, Robert Lapointe, Geneviève Lévesque, Simon M. Leclerc, Richard Amiot
Coordination: Nathalie Côté
Révision: Lorraine Paquet, Vincent Auclair
Design: Martin Charest

Illustrations: Yorick Godin
Collaboration spéciale:
Les Amis de la Terre de Québec, Gilles Simards, Michaël Lachance
Photos:
Nathalie Côté, Réal Michaud, Michaël Lachance
Webmestre: Nathalie Côté
Imprimeur: Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho

Tirage
certifié
AMECQ

Actions éclair pour la justice sociale

Par Nathalie Côté

À l’approche du budget du gouvernement du Québec, quelques dizaines de personnes se sont rassemblées ce 13 mars à Québec pour revendiquer une meilleure répartition de la richesse. Des bannières disant tantôt « Prenons l’argent, là où il se trouve » ou « Budget 2018 : la justice sociale recule » ont été déployées à l’heure de pointe matinale.

À l’appel des groupes sociaux de Québec, les associations demandent un « réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux ainsi que dans les organismes communautaires autonomes. »

Comme le souligne Raphaël Létourneau, co-porte-parole de l’action : « Les dernières années d’austérité néolibérale ont gravement fragilisées le filet social du Québec. L’État social qui était autrefois le

symbole fort d’une société redistribuant ses richesses au nom de l’équité et de la solidarité est plus que jamais menacé ».

Les groupes revendiquent la hausse du salaire minimum à 15\$ de l’heure, la création de nouveaux logements sociaux et une augmentation de l’aide sociale ou encore un meilleur système d’éducation. Ils dénoncent l’augmentation de salaire des médecins et revendiquent un meilleur système public de santé.

Ces engagements vont de pair avec l’augmentation des revenus de l’État : « Il est plus que temps que le gouvernement lutte contre les paradis fiscaux et l’évasion fiscale sous toutes ses formes, ajoute Raphaël Létourneau. Cela devrait s’ajouter à d’autres initiatives comme l’augmentation du nombre de paliers d’impositions, le rétablissement de la taxe sur le capital des banques, et des multinationales qui paient leurs justes parts d’impôts ».



Déploiement de bannières au coin des rues St-Jean et Honoré Mercier.

PHOTO RÉAL MICHAUD

Sortir le débat des chapelles idéologiques

Par Gilles Simard

Il y a peu, l’auteure Francine Bordeleau faisait paraître dans le journal (Droit de Parole) un texte sur la commémoration du 29 janvier, à la mémoire des victimes de la tuerie de la Mosquée de Québec. Une sorte de billet d’humeur, où elle y allait de commentaires personnels sur cet événement nécessaire, pour sûr, mais critiquable aussi, sous certains aspects.

De un, j’aimais son texte, parce qu’il énonçait des vérités et questionnait des faits, reflétant bien en cela les préoccupations d’une majorité de la population québécoise sur la question de la laïcité, des accommodements religieux et de la récupération politico-sociale de cette même commémoration par des groupes religieux, sociaux et des partis politiques. Surtout, j’appréciais ce billet, parce qu’il s’avérait une bouffée d’air frais dans un climat social délétère de moralisme ambiant et d’autocensure, où les rachitiques politiques gouvernementales sur le sujet (loi 62), divisent tant les activistes, que la société en général. Enfin, et bien qu’il manquât de profondeur et d’analyse, il proposait tout de même une réflexion originale; une réflexion pouvant être différente du ronron idéologique auquel nous ont habitués certaine groupes et partis politiques de gauche qui carburent à l’intersectionnalité¹ et aux bons sentiments.

Discréditer en insultant ou en accusant

Mais qu’importe ... S’agissant du texte « litigieux » lui-même, sitôt paru, on s’est rameuté, dans certains milieux de gauche, pour décrier, mépriser et collectivement vouer aux gémonies ce papier pourtant bien inoffensif. Dans les nombreux commentaires (sur le site web), on en a parlé comme d’un torchon, un écrit abject, méprisable, raciste, indigne et xénophobe, j’en passe et des meilleures. On a accusé, oui, mais on n’a jamais vraiment précisé « en quoi » le texte pouvait être raciste ou islamophobe, un concept particulièrement fumeux, piégé et divisif que ce dernier.

Qui plus est, on s’en est pris au journal, l’accusant d’avoir manqué à sa vocation première, le taxant de populisme et d’hérésie, ainsi que de collaboration idéologique avec le discours des « radios poubelle » locales.

Trouver des zones tampons, des No Fuck Land

Cela dit, ce fait apparemment anodin illustre à lui seul toute la difficulté que nous éprouvons dans certains milieux à débattre sainement de sujets sensibles comme la laïcité, les accommodements religieux et l’immigration.

Comme s’il nous était impossible de discuter de façon respectueuse et sereine, sans tomber dans les pièges de l’insulte ou de l’accusation par association pour discréditer l’autre; comme si nous étions les seuls porteurs de vérité, incapables d’accepter ou de considérer des arguments contraires aux nôtres; comme s’il était impensable que nous puissions être dérangés dans nos certitudes; comme si notre égo politico-social était tel, qu’il ne restait plus de place pour une saine et nécessaire autocritique... Pourtant, entre deux camps aux opinions apparemment opposées, il doit bien y avoir une zone tampon, une sorte de No Fuck Land, pour entendre et jauger calmement les arguments de l’autre, non ? Et qui sait, peut-être même se laisser influencer, pourquoi pas ?

Et soit dit en passant ici, la gauche « inclusive », ou peu importe comment on la désigne, n’a pas le monopole de l’insulte et de l’accusation par amalgame fâcheux, loin de là. On n’a qu’à penser à l’arsenal d’expressions et d’aphorismes dont disposent d’autres factions, pouvant lâcher en rafales meurtrières des accusations d’islamo-gauchisme, d’idiotie utile et de multiculturalisme benêt et dévoyé, en veux-tu en v’là ! Pas toujours de quoi se poser en champion de l’éthique et de la bonne mesure, faut l’avouer.

Un débat sain dans un cadre sain

Autrement, bien d’autres l’ont dit avant moi, il faut impérativement sortir le débat des chapelles idéologiques, des lignes de parti et de la gélatine du politiquement correct, afin de nous le réapproprier et d’en discuter librement, sainement, sans penser à s’égorger à tout bout de champ. Il faut l’enlever des mains des champions autoproclamés de la vérité unique, des Social Justice Warriors, des politiciens clientélistes et des chroniqueurs à-la-va-vite, en se donnant les moyens de le recadrer, de le panser et de le repenser au besoin. De même, il faut l’enlever du

presto émotif des réseaux sociaux, des émissions guimauves à la TLMP et aussi des clubs de faiseurs d’opinion trop intéressés pour être honnêtes et impartiaux.

S’asseoir, lire et réfléchir pour mieux argumenter, propose Jérémie Mc Ewen, dans son excellent dernier livre Avant je criais fort (éd. XYZ)... Désintoxiquer le débat, écrivait quant lui, Normand Baillargeon (Voir-Mars 17), en donnant toute une série de moyens concrets pour aboutir à un dialogue qui soit utile, porteur et constructif entre deux parties. Sortons du consensus pour apprendre à vivre avec le dissensus, lui répliquait Marie-Christine Lemieux-Couture, en laissant à entendre que les sujets de l’immigration, de la religion et de la laïcité n’étaient certainement pas les seuls sujets à aborder, même s’ils font la manchette à tous les jours (Les Mauvaises Herbes).

Quant à moi, si j’avais deux livres de chevet à conseiller pour alimenter la réflexion, je commencerais par Un pays en commun d’Éric Martin (éd. Écosociété), un livre puissant qui réconcilie nationalisme et socialisme, et aussi le très bel essai de Catherine Dorion, Les luttes fécondes (éd. Atelier-10) ... Que voilà un livre, celui-là, que j’aurais aimé connaître à mon époque de militantisme dévoyé au sein du groupe En Lutte ; un temps où les diktats du paraître et du conformisme militant l’emportaient sur les désirs profonds d’à peu près tout le monde dans le groupe.

Une décision dangereuse

Plus que jamais, alors que les principaux partis politiques du Québec ont déjà commencé à faire connaître leurs dernières propositions en matière d’immigration, de religion et de laïcité, il convient, répétons-le, de se réapproprier le débat politico-social à des fins d’intelligence commune et de justice sociale. Ce qui ne doit pas nous empêcher, en ces périodes où la tentation du clientélisme et du racolage est extrême, de rester très vigilant.

Pensons, ici, à la dernière décision du Directeur Général des Élections du Québec (DGEQ), acceptée sans aucun débat à l’Assemblée nationale, et permettant le port de signes religieux (en photo) pour les candidats et candidates. Un net recul pour la laïcité, une incohérence majeure qui met en péril le concept même de neutralité religieuse de l’État. Partant, j’appuie sans réserve ici les Nadia El Mabrouk, André Lamoureux, Djemila Benhabib, Michèle Sirois et tous les autres ayant récemment condamné publiquement cette mauvaise décision.

Enfin, oui ! Sortons le débat des chapelles, mais diable, ne ramenons pas les chapelles à l’Assemblée nationale !

L’État est neutre et doit le rester.

1- L’Intersectionnalité (de l’anglais intersectionality) est une notion employée en sociologie et en réflexion politique désignant les personnes subissant simultanément plusieurs formes de domination ou de discrimination.



**CONSTRUCTIONS
ENSEMBLE**

COOPÉRATIVE DE TRAVAIL | ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

RBO: 2359-2439-23

Entrepreneur général spécialisé en rénovation résidentielle et commerciale, organismes communautaires et coopératives d’habitation.

**505, rue Franklin
418 682.8362
constructionsensemble.com
info@constructionsensemble.com**



Les membres de la coalition SOS Port de Québec. De gauche à droite : Ulla Gunst de Transition Capitale-Nationale, Alice-Anne Simard d'Eau-Secours, Sidney Ribaux d'Équiterre, Christian Simard de Nature-Québec, Véronique Lalande d'Initiative citoyenne de vigilance du Port de Québec, Daniel Guay d'Accès Saint-Laurent Beauport et Jean-Paul Sénéchal du GRIM. PHOTO NATHALIE CÔTÉ

La coalition SOS Port de Québec lance une pétition

Non au projet d'agrandissement industriel du port

Par Nathalie Côté

Alors que les problèmes de pollution au nickel provenant du Port de Québec ne sont pas encore résolus, le port annonçait en décembre dernier, l'agrandissement de ses installations à même le fleuve pour construire un terminal qui pourrait accueillir jusqu'à 500 000 conteneurs par année.

Le Port de Québec « envisage ainsi de détruire l'équivalent de 72 terrains de football en milieux naturels tout en compromettant un panorama unique à Québec. »

Sans tarder, Nature Québec et Équiterre se sont regroupés avec Accès Saint-Laurent Beauport, Eau Secours, le Groupe d'initiatives et de recherche appliquée au milieu (GRIM) et ont formé la coalition SOS Port de Québec. Le groupe Transition-Capitale Nationale (anciennement Stop Oléoduc Capitale-Nationale) s'est également joint à la coalition qui compte élargir le mouvement de contestation.

« Ce qui est urgent, selon le directeur général de Nature Québec, Christian Simard, C'est de faire le grand nettoyage du port actuel, de couvrir le vrac solide et d'en finir avec la pollution des quartiers centraux. »

Mise en ligne d'une pétition

La première action de la coalition est la mise en ligne d'une pétition adressée à la ministre fédérale de l'Environnement et du Changement climatique, Catherine McKenna et au ministre des Transports, Marc Garneau. Les six groupes initiateurs de la pétition demandent au gouvernement fédéral de rejeter le projet d'agrandissement de l'administration portuaire.

Cette pétition, comme le souligne Véronique Lalande, porte-parole d'Initiative citoyenne Vigilance Port de Québec, sert aussi un outil d'informations. Le 15 mars dernier, quelques jours après sa mise en ligne, le texte avait été signé par plus de 5000 personnes.

On y apprend notamment que le projet Beauport 2020, qui vise à augmenter les capacités de transbordement du Port de Québec, nécessiterait la construction d'un quai de 610 mètres de long dans la Baie de Beauport.

Le Port de Québec pourrait ainsi voir monter sur ces terrains, un mur de conteneurs, haut comme un immeuble de 3 à 7 étages. Les membres de la coalition dénoncent l'empiètement sur la place de la Baie de Beauport, un cadeau offert par le gouvernement fédéral, au coût de dix-neuf millions de dollars à la Ville

de Québec pour le 400e anniversaire de sa fondation, comme le rappelle Daniel Guay d'Accès Saint-Laurent Beauport. La place de la Baie de Beauport, l'unique plage en milieu urbain à Québec et la façade maritime de Québec, ville du patrimoine mondial, pourraient être défigurées par les ambitions industrielles de l'administration portuaire.

Augmentation des trafics

Ce projet de terminal de conteneurs, dans le plus ancien port canadien, soulève plusieurs problèmes en plus de modifier le paysage et de polluer davantage le fleuve Saint-Laurent, il y aurait une augmentation du trafic naval et ferroviaire.

« En l'absence de voie de contournement, faire transiter plus d'un demi-million de conteneurs au travers des quartiers de la ville de Québec, sur des voies ferrées donnant par moments directement sur des cours d'écoles et de CPE, mérite une sérieuse analyse au chapitre des impacts humains » soutien Pierre-Paul Sénéchal du GRIM.

Selon Alice-Anne Simard d'Eau Secours, « cela risque d'avoir un impact sur la qualité de l'eau. Une augmentation du trafic maritime c'est comme dire qu'on va avoir une autoroute déjà bondée sur laquelle on va ajouter de gros camions bruyants ».

Poissons et bélugas

Comme le dénonce le texte de la pétition : « Le projet d'agrandissement du Port aurait des impacts négatifs permanents sur le fonctionnement d'un écosystème d'une richesse exceptionnelle », sur de nombreuses espèces de poisson, notamment l'aloise savoureuse, l'esturgeon jaune et même sur le bar rayé qui fut considéré un temps comme disparu.

Enfin, le trafic maritime accru et le dragage de sédiments, nécessaire à la construction du terminal, dont certaines fortement contaminés, « auront même des impacts sur les bélugas du Saint-Laurent, espèce en voie de disparition ».

Le projet d'agrandissement du Port de Québec est à l'étude par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) depuis février 2017. Le port a cependant changé de scénario d'utilisation du quai depuis ce temps, passant d'un projet d'agrandissement pour matériaux en vrac à l'actuel projet pour conteneurs. Les membres de la coalition attendent la décision de l'ACEE, mais considèrent d'ores et déjà qu'elle devra être recommencée, étant donné le changement de projet.

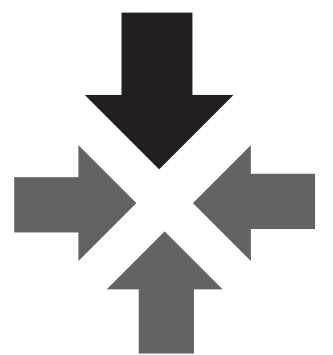
Pour signer la pétition et pour plus d'informations, aller à l'adresse : www.sos-port-quebec.com

Patricia Claude

AVOCATE



Indemnisation des victimes d'accident de la route (SAAQ)



3, rue Vallière, Québec (QC) G1K 6S9

Tél : 418 522-4031 (228) • Téléc : 418 522-4030 • pclaud@patriciaclaudeavocate.com

Nickel : le film

Rencontre avec les frères Seaborn

Dans le documentaire *Bras de fer* en salle depuis le 9 mars, Jonathan et Jean-Laurence Seaborn retracent la lutte menée par Véronique Lalande et Louis Duchesne qui ont mis au grand jour les problèmes de poussières de nickel à Limoilou dès 2012. Le documentaire suit leurs actions jusqu’en 2016 et arrive à Québec avec l’aura du prix du jury du Festival international des films des droits de l’Homme de Paris obtenu en décembre dernier. *Droit de parole* a rencontré les artisans de cette œuvre qui résonne dans l’actualité.

Par Nathalie Côté

« On est confronté de plus en plus avec cette pollution industrielle. Le problème majeur, c’est que c’est souvent les pollueurs qui écrivent la loi ». Le film commence et se termine avec cette citation de Richard Desjardins. Comment cette réflexion du chanteur abitibien s’est-t-elle retrouvée dans *Bras de fer* ? Jonathan Seaborn explique que lorsqu’il était en plein montage et qu’il avait une centaine d’heures de matériel dans sa tête, il emprunte la voiture de sa mère, la sienne étant en panne :

« Il y avait un seul CD dans la voiture, c’est celui du spectacle de Desjardins au Club Soda en 1993. J’écoute ça, je conduis, à un moment donné j’entends Desjardins parler des pollueurs. Je me dis : il me semble que ça marcherait pour notre film... On lui a écrit un courriel et il nous a répondu oui, tout de suite ! »

Est-ce que Desjardins est une source d’inspiration pour les deux cinéastes ? Jean-Laurence Seaborn précise : « On ne fait pas du documentaire d’auteur. On n’est jamais devant la caméra. On fait vraiment du cinéma direct où on intervient le moins possible. On essaie de capter ce qui se passe. Mais d’un autre côté, oui, comme Richard Desjardins, on fait du cinéma engagé. »

« Pourquoi a-t-on ramené cette citation encore à la fin du film ? C’est pour dire : ça fait tellement longtemps, au fond, qu’arrive des affaires de même. Ce matin (le 6 mars) dans *Le Devoir*, où il y a un texte sur notre film, juste à côté il y a un article sur une minière qui poursuit une municipalité (Canada Carbon poursuit Grenville-sur-la-Rouge). Ça fait cent ans, cent-cinquante ans que c’est de même, à un moment-donné, il faut évoluer », s’indigne le cinéaste.

Arrêt sur image

Le rythme est lent et la caméra se pose sur les visages des protagonistes. « À travers les regards, on réussit à partager mieux ce qu’on a vécu avec ce film quand il se passe une tension. Notre objectif, ce n’est pas juste de ramener des mots, mais aussi toutes les émotions » explique Jean-Laurence. « On fait beaucoup de petites pauses, parce qu’il y a beaucoup d’informations dans le film. Les pauses permettent d’absorber l’information » renchérit son frère.

« On veut que toi, qui écoute le film, tu participes. Que lorsqu’il y a un moment de silence, tu puisses réfléchir. On fait confiance au spectateur. Les gens vont le recevoir à leur façon », soutient Jean-Laurence.

Les choix esthétiques des frères Seaborn amènent une profondeur psychologique et on sent que les cinéastes ne portent pas de jugement sur les protagonistes. « Je le dis souvent, rappelle Jean-Laurence, on croit en la paix, on croit aux solutions pour régler les choses. On ne veut pas mettre de l’huile sur le feu. On est plus dans l’échange, pas dans la bataille ».

Le film résume bien les années de lutte de Véronique Lalande, les rencontres avec les représentants du port, l’assemblée publique avec les citoyens, les réunions. On a accès au point de vue de l’intérieur, à leur organisation méthodique et patiente. Le film est sobre et évite tout sensationnalisme. Même la manifestation de juin 2013 contre le nickel est rendue sans emphase.

« Ce que les médias ont montré, c’est une chose. À un moment donné dans le film, tu vois Véronique devant plusieurs journalistes. Ils ont tous le micro tendu vers elle. C’est ce qu’on a souhaité rendre » explique Jean-Laurence.

Éloge de la lutte citoyenne

Le film met en valeur le quotidien de Véronique Lalande. On la voit sortant de chez elle avec son jeune garçon, ou travaillant en soirée avec son chum. Leur engagement est constant et le sérieux de leur démarche convaincante ; Louis Duchesne est scientifique et sa contribution a été fondamentale à cet égard.

Selon Jean-Laurence, « L’écart entre les leaders et les citoyens n’est plus ce qu’il était dans les années 1950. Les gens aujourd’hui sont éduqués. Le monde participe, le



Louis Duchesne et Véronique Lalande, extrait du documentaire *Bras de fer*.

PHOTO COURTOISIE

monde est engagé. Le monde est en évolution. On veut rendre hommage à ça et rendre ça contagieux. Au Festival international du film des droits de l’Homme de Paris, on présentait notre film comme un sonneur d’alarme. On s’attaque au vieux slogan : « On ne peut rien faire ». Le gouvernement, c’est un gros bateau, il a de la misère à se revirer de bord. Tandis que nous autres... »

Le film révèle au public plusieurs moments jusqu’à ce jour inédits, malgré la grande couverture médiatique de la lutte menée par Véronique Lalande. Par exemple, lorsqu’elle va rencontrer les représentants du port de Québec et qu’elle demande en vain : « Si la situation n’est pas réglée en septembre prochain, seriez-vous prêt à mettre en jeu votre poste ? »

Pour Jean-Laurence Seaborn, « Ces histoires-là, ce sont des modèles. Le film est un hommage à Véronique et à Louis. C’est quand même majeur. C’est un film d’amour. Ils se sont tenus là-dedans ! » Le film se termine sur le déménagement du couple qui décide de quitter la ville. Mais comme le dit Véronique Lalande : « Elle n’est plus une victime, parce qu’elle a lutté ». Ils n’ont d’ailleurs pas totalement abonné le combat et ont initié deux recours collectifs contre la compagnie d’arrimage de Québec et l’administration du port. Il est toujours possible pour les gens concernés d’en faire partie.

L’envers de la carte postale

Bras de fer, c’est aussi de très belles images de Québec, mais à l’opposé de celles des cartes postales. « On l’a montré comme on l’a senti », expliquent les cinéastes. « On a plus d’une cinquantaine de sorties de tournage. Le film est assez fidèle à ce qu’on a vécu. C’était un peu grisâtre. Mais ça ressemblait aussi à cette situation-là qui est un peu dans une zone grise, bizarre. Pourtant, on est dans la belle ville de Québec. Mais derrière la Bunge (les silos du Vieux-Port), il ne devrait pas y avoir ça. »

L’esthétique du film relève de l’approche particulière des frères Seaborn. « On a ramené du grain sur l’image, parce qu’on la trouvait trop propre. On appelle ça notre texture », précise Jean-Laurence. « Quand c’est réussi, c’est subtil. C’est notre signature, ce qui nous ressemble » renchérit Jonathan.

À l’origine du film

Le choix de ce sujet chaud s’est fait de manière presque naturelle, comme le rappelle Jean-Laurence. « J’ai rencontré Véronique dans le quartier quelques jours après le 27 octobre 2012, après le premier épisode de poussière rouge. J’étais sur la piste cyclable avec ma femme et mes

enfants, une femme m’arrête et me donne un tract sur la poussière rouge. Elle me dit : « Je te connais, je suis allée au lancement de ton film ! » (*Pas de piquerie dans mon quartier* sorti quelques mois plus tôt). Elle m’a donné son numéro de téléphone... À ce moment-là, je me suis dit : « Il faut suivre ça ». J’ai appelé Jonathan et je lui ai dit : « Charge les batteries ; prépare les kodaks ! »

Il poursuit : « Ce film-là, on ne l’a pas écrit : on l’a tourné. On a tout de suite tourné. Il s’est écrit au montage. C’est comme être en haut d’une piste de ski ; le chemin se dévoile au fur et à mesure que tu descends. Le film documentaire, c’est pareil. On documente la vie humaine. Surtout avec des sujets comme ça qui évoluent avec l’actualité. » Jonathan appuie : « Le problème aurait pu aussi être réglé en deux semaines ! »

Les projets à venir

Les frères Seaborn ont finalement obtenu le soutien de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour la réalisation du film qui fait actuellement le chemin des festivals. Il sera peut-être diffusé à la télé, s’ils parviennent à y présenter les 78 minutes que dure le documentaire. Les cinéastes cherchent d’autres financements pour leurs futurs films. « On travaille sur plusieurs projets, entre autres deux documentaires et un premier court-métrage de fiction. Sans nécessairement tout dire : on est en train de travailler là-dessus ». Jean-Laurence me tend un tract sur la pollution émanant de l’incinérateur de la Ville de Québec...

- Cinéma le CLAP à Québec (vérifier l’horaire).
- Cinéma Lido de Lévis à compter du 16 mars.
- Cinéma Beaubien à Montréal du 9 mars au 20 mars
- Bruxelles du 22 au 26 mars, au Millenium Festival Documentary Film Festival (section Focus environnement).

Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

501 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Parlons de sexe

Le sexe. Dans les formulaires, ça semble simple. Vous êtes de sexe masculin ou de sexe féminin, cochez la case qui convient. La question s’est complexifiée ces dernières années au point où il ne faudrait plus parler de sexe, mais plutôt de genre.

Par **Geneviève Lévesque**

Jusqu’à récemment, on les appelait «transsexuels» pour marquer le fait qu’ils ou elles ont traversé une transition physique allant jusqu’à la prise d’hormones sexuelles et à l’opération de transformation de leurs organes génitaux. Maintenant, l’appellation correcte, c’est-à-dire inclusive, est celle de personnes trans ou de personnes transgenres.

Louis-Filip Tremblay, président de l’Alliance Arc-en-ciel, une organisation de défense des droits des personnes LGBT+ à Québec, explique que l’accès à la santé est souvent difficile pour les personnes trans. Au-delà du traitement de transition lui-même, les personnes qui souhaitent faire une transition doivent auparavant se soumettre à une évaluation psychologique. Or, un manque de formation de la part des professionnels en ce domaine fait que, la plupart du temps, ces personnes doivent s’adresser au système privé.

Dans le contexte où les personnes trans sont souvent financièrement fragilisées, du fait même qu’ils perdent souvent leur travail après une annonce de transition ou que les employeurs hésitent à les embaucher par la suite, la transition devient souvent une question d’argent. L’Alliance Arc-en-ciel a d’ailleurs publié un document visant à informer les employeurs pour permettre une meilleure intégration des personnes trans au marché du travail.

Un beau p’tit genre

C’est de genre qu’il faut parler, en langage inclusif. Le sexe en vient à signifier seulement l’acte sexuel lui-même. Il faudrait donc refaire tous les formulaires... ainsi que la langue. Car c’est bien cofondatrice qu’il faut dire, spécifie Alexys. On ne dit plus tous et toutes, car ce n’est pas suffisant pour inclure tout le monde. Il faudrait plutôt dire «toustes». Féminiser n’est plus assez. Pour être inclusif, il faut inclure les deux genres... et tous les autres.

Quel pronom utiliser pour parler à une personne transgenre? Il ou elle? Quand on fait un tour de table, on demande à chacun son prénom et ses pronoms, ce qui simplifie beaucoup le reste de la discussion. Alexys, par exemple souhaite qu’on utilise en parlant de lui le pronom «ielle». Si la personne qui s’adresse à lui n’est pas à l’aise de le faire, elle peut toujours alterner les pronoms il et elle. Et que dire du prénom? Alexys - prononcer le «s» - a changé son prénom d’origine, très féminin, en prénom plus neutre. Pas parce qu’elle n’aime pas son ancien prénom, mais il souhaite exprimer son genre, fluide dans son cas, de manière plus claire.

Selon Louis-Filip et Alexys, il n’y a pas plus de personnes transgenres qu’avant. C’est seulement que plus de personnes transgenres s’affirment telles qu’elles sont. Selon Alexys, qui se réfère à des études récentes, ils formeraient 4 % de la population.

DiversGenres, en tant que futur organisme sans but lucratif, organise des rencontres où le féminisme intersectionnel est de mise. Absolument aucune discrimination n’est tolérée. Cela afin que les personnes transgenres aient à leur disposition un espace où s’exprimer librement.

Et le féminisme, là-dedans?

À titre personnel, Louis-Filip Tremblay affirme que cette façon de concevoir le genre est très féministe. «On est en train de déconstruire les particularités de genres, comme quoi il y a une réalité homme-femme très différente, garçon-fille. [...] On est en train de dire: on est tous des humains, et ce qu’on a dans nos pantalons ça ne change rien au final. [...] J’espère qu’on va en venir à ce qu’un jour le genre ne sera vraiment pas important, qu’on aura tous des noms par exemple, des accoutrements, qui ne voudront rien dire sur notre genre biologique.»

Diane Guilbault, présidente de Pour le droit des femmes du Québec, livre un autre son de cloche. Elle a souvent été accusée de transphobie. Pourtant, PDF Québec compte deux personnes trans comme membres. Elles étaient plusieurs femmes à être membres de la Fédération des femmes du Québec au départ. «On se sentait trahies par un mouvement qui a été créé par des féministes qui n’hésitaient pas à défendre le droit des femmes



et on voyait que la FFQ allait complètement dans une autre direction.»

Selon Madame Guilbault, le concept d’intersectionnalité a provoqué une «explosion» des oppressions: le capacitisme, le racisme, le colonialisme, etc. Explosion qui a fait perdre le focus de l’analyse féministe, qui portait jusqu’alors strictement sur le droit des femmes. «[Les féministes de la FFQ] se disent de gauche, mais en fait c’est une approche néolibérale où on se base sur des choix individuels pour prendre une position. [La lutte devient] mon groupe contre ton groupe, dit-elle, tandis que le féminisme s’est bâti sur le commun qu’ont les femmes de toute la terre ensemble.»

Afin de rassembler les femmes qui ne se sentaient plus représentées par la FFQ, PDF Québec a été fondé en 2013. Le regroupement féministe accepte maintenant les hommes, mais ils n’ont cependant pas le droit de vote. PDF Québec, en plus de deux personnes trans et de plusieurs hommes, inclut également un grand nombre de femmes de diverses cultures.

Madame Guilbault s’étonne de l’élection d’une personne transgenre à la présidence de la FFQ. En effet, Gabrielle Bouchard a été élue à ce poste en novembre dernier. «C’est un choix étrange, disons, parce que, quand même, qu’un organisme qui exclut les hommes, contrairement à nous [choisisse une personne née homme] pour représenter les femmes...»

Une affaire de langues

Si Alexys de DiversGenres élabore sur les ajustements linguistiques à apporter pour inclure les personnes non binaires, Diane Guilbault, elle, base la question des genres sur un anglicisme. Comme quoi, finalement, c’est une affaire de langues.

Selon Madame Guilbault, aux États-Unis et au Canada anglais, le terme de «genre» aurait remplacé celui de «sexe». Or, la différence sexuelle, selon elle, est primordiale, puisque dans le vécu d’une femme, ce qui la rend semblable à une autre femme et donc vulnérable autant qu’une autre femme aux agressions comme aux inégalités, c’est son sexe, c’est-à-dire ses organes génitaux. Tandis que pour les tenants de la diversité des genres, on peut avoir un organe mâle ou femelle, cela ne change rien, en bout de ligne, au vécu. Ce qui est primordial, c’est comment on se sent. On ne peut imaginer deux positions plus opposées.

Des espaces réservés?

Les droits des personnes trans, oui, dit Mme Guilbault, mais pas aux dépens des droits des femmes. Ce qui l’inquiète, c’est la porte ouverte dans la loi à partir du moment où les personnes trans – en grande majorité des personnes nées hommes – ont accès aux espaces réservés aux femmes. Les toilettes publiques, par exemple. En Inde,

actuellement, rappelle Mme Guilbault, les femmes sont en train de se battre pour des toilettes réservées parce qu’elles se font agresser dans les toilettes.

Et les prisons? Actuellement, une personne trans née homme peut demander d’être transférée dans une prison pour femmes. Un homme, un agresseur sexuel par exemple, peut aussi demander d’être transféré dans une prison pour femme, s’il dit se sentir femme. Mme Guilbault parle carrément d’un «droit supprimé», le droit humain des femmes de n’être pas dans une prison avec des hommes.

Vivement les prisons trans, ou neutres. Comme les toilettes neutres, d’ailleurs, en tant que troisième catégorie d’espace réservé. En ce domaine, l’Université Laval s’est montrée avant-gardiste récemment en inaugurant des toilettes neutres.

Et chez les enfants?

La mésentente entre ces deux positions se poursuit du côté de l’éducation des enfants. Doit-on dire à un garçon qu’il est un garçon, à une fille qu’elle est une fille? Si l’on veut être inclusif.ive, probablement pas. Il suffirait de dire: «tu as un pénis, tu as un vagin, mais tu verras plus tard si tu te sens garçon ou fille». Ou ne vaut-il pas mieux continuer d’affirmer le genre de naissance, ou le sexe, de l’enfant et d’accepter le changement si l’enfant, plus tard, le remet en question? Affirmer, comme Sabrina Fortin, mère de quatre enfants: «Je vais continuer de dire que ma fille est une fille car cela veut dire qu’elle a un vagin et elle en a un, effectivement, et mes gars sont des gars, car ils ont un pénis.»

Deux méthodes d’éducation assez inclusives l’une et l’autre, mais qui se font néanmoins compétition. Ce qui est certain, c’est que la question des genres est là pour rester. En tenir compte devient nécessaire en respectant le choix de chacun.

Glossaire

Identité de genres : comment une personne se définit en terme de genre.

Expression de genre : comment une personne exprime son genre, par exemple comment elle s’habille, se coiffe, etc.

Cis-genre : une personne qui se définit par le genre qui lui a été assigné à la naissance.

Transgenre : terme parapluie qui inclut toutes les personnes dont le genre ne correspond pas à celui assigné à la naissance.

Personne binaire : une personne dont le genre est soit «homme», soit «femme».

Personne non binaire : une personne pour qui le genre se décline de manière plus complexe, selon plusieurs nuances ou de manière non traditionnelle.

Personnes non binaire genderfluid : une personne dont le genre n’est ni homme, ni femme, et varie selon le moment, par exemple un jour elle se sent plus femme, un jour il se sent plus homme. L’expression de genre s’adapte au sentiment de genre du moment.

Personne queer : qui souhaite ne pas avoir d’étiquette de genre. Étiquette sans étiquette.

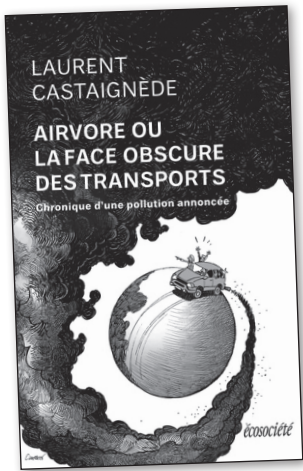
Personnes LGBT+ : terme inclusif pour parler de toutes les personnes ayant des orientations sexuelles ou des genres non conventionnels. L’acronyme signifie : Lesbienne, gai, bisexuel, transgenre.

Le nouvel ère Anthropocène

La science est formelle : nous sommes entrés dans l'ère de l'Anthropocène, une nouvelle et dangereuse phase de l'évolution planétaire où l'action des humains est devenue la principale force géologique et qui se caractérise par une pollution généralisée, la hausse des températures du globe, la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, la montée des océans et une extinction massive des espèces. C'est littéralement à une crise du système terrestre que l'humanité fait face en cette ère géologique inédite.

Dans cet ouvrage convaincant et bien documenté, Ian Angus comble le fossé entre la science du système terrestre et le marxisme écologique. Il étudie non seulement les dernières découvertes scientifiques concernant les causes et les conséquences d'une transition vers l'Anthropocène, mais également les tendances socioéconomiques qui sous-tendent la crise. Si le statu quo perdure, le présent siècle sera marqué par une détérioration rapide de notre environnement physique, social et économique : de larges parties du globe risquent de devenir inhabitables, allant jusqu'à menacer la civilisation elle-même. L'auteur rappelle cependant avec force que la responsabilité est bien inégalement partagée au regard de l'évolution du système : loin d'être la conséquence d'une prétendue nature humaine exploitant sans vergogne les ressources de la biosphère, la crise actuelle est plutôt le fruit des dynamiques d'un système particulier sur le plan historique, le capitalisme.

Face à l'Anthropocène offre une synthèse unique de science naturelle et sociale. Il illustre comment l'inexorable pulsion du capitalisme pour la croissance, alimentée par la consommation rapide des énergies fossiles qui ont pris des millions d'années à se former, a conduit notre monde au bord de la catastrophe. Pour l'auteur, survivre à l'époque de l'Anthropocène requiert un changement social radical, où nous devons remplacer le capitalisme fossile par une nouvelle civilisation reposant sur des fondements écosocialistes.



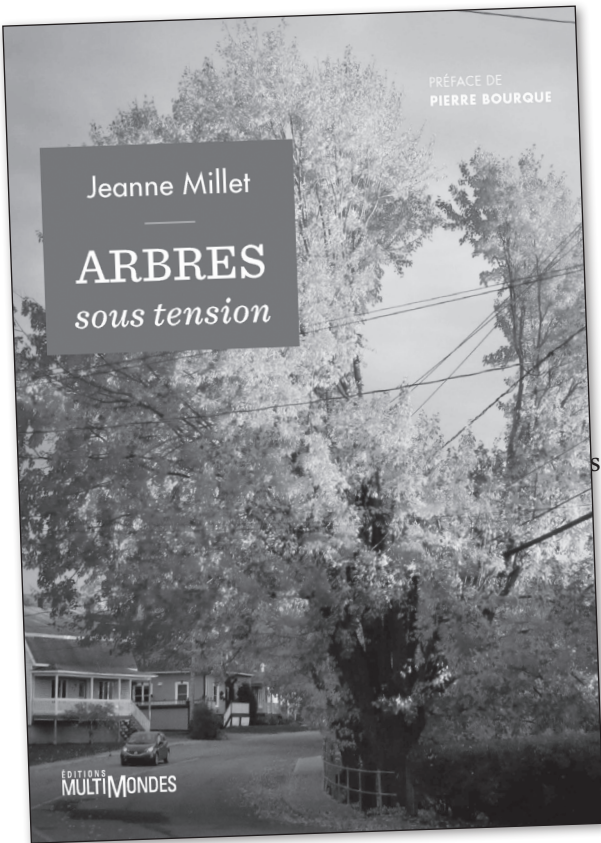
IAN ANGUS
Face à l'anthropocène.
Le capitalisme fossile et la crise du système terrestre.
Éditions Écosociété
288 pages, 2018

Le rôle protecteur des arbres sous-estimé

Les municipalités ont beau vouloir verdir leurs rues en plantant allègrement de nombreux arbres, l'entretien dont ils font ensuite l'objet – notamment pour dégager les fils électriques – est parfois affligeant. Qui n'a jamais été consterné en voyant l'état dans lequel se trouvait un érable, un frêne, un bouleau ou un orme après l'intervention des élagueurs? La plupart des arbres, taillés grossièrement et tronqués pour mieux laisser passer les fils, sont gravement fragilisés.

Il faut revoir la gestion des arbres urbains et mettre en pratique des méthodes de taille et d'élagage. Les connaissances récemment acquises en botanique et en architecture des arbres nous indiquent comment y arriver. Entretien différemment, les arbres peuvent même avoir un effet protecteur sur le réseau électrique.

Un livre qui force une prise de conscience et qui motive à changer nos façons de tailler les arbres. Il sera utile autant aux élagueurs et aux gestionnaires municipaux qu'aux citoyens vigilants, soucieux de conserver un voisinage sain et verdoyant.



JEANNE MILLET
Arbres sous tension.
Éditions Multimondes
184 pages, 2018

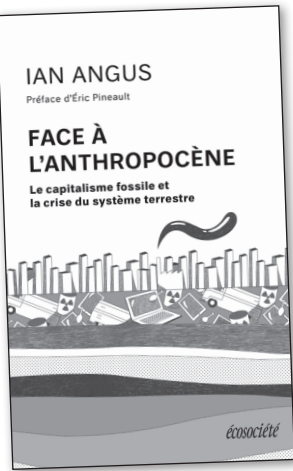
Sortir du culte de la mobilité motorisée

L'omniprésence des transports motorisés dans nos sociétés nous a imposé une telle «culture de la mobilité motorisée» qu'il est tentant de considérer ces multiples machines comme une nouvelle génération de dinosaures énergivores et polluants. Ces monstres modernes qui saturent l'air de nos métropoles et participent à la déstabilisation du climat seraient-ils devenus une nouvelle espèce hégémonique, non pas herbivore ou carnivore, mais objectivement «airvore»?

Les discours convenus se veulent rassurants : en matière de consommation de carburants et d'émissions polluantes, les voitures neuves seraient de plus en plus efficaces, les trains devenus parfaitement propres grâce à leur électrification, les navires, toujours aussi discrets malgré leur gigantisme, et les dernières générations d'avions, plus sobres que jamais.

Pourtant, on ne cesse d'enregistrer des pics de pollution et de lancer des alertes sanitaires dans de nombreuses zones urbanisées qui n'en finissent plus de suffoquer. Comment se fait-il que, considérés un à un, les moyens de transport semblent exceller, alors que, pris dans leur ensemble, ils échouent à réduire la pollution urbaine et les émissions de gaz à effet de serre?

Quel sera le destin de ces machines «airvores»? Vont-elles finir par disparaître d'elles-mêmes à la suite d'une gigantesque panne sèche ou bien s'éteindre dans un «airpocalypse» surchauffé? Est-il encore temps d'agir pour les dompter? Dans une enquête historique et sociologique inédite et minutieuse, Laurent Castaignède retrace l'épopée de leur irrésistible ascension et expose leurs impacts environnementaux et sociaux. L'expansion du parc motorisé ne donnant aucun signe d'essoufflement, l'auteur passe au crible les innovations en vogue pour en faire ressortir les limites. Il propose aussi un ensemble de mesures radicales mais pragmatiques qui permettraient de relever le double défi sanitaire et climatique.



LAURENT CASTAIGNÈDE
Airvore ou la face obscure des transports.
Chronique d'une pollution annoncée.
Éditions Écosociété
344 pages, 2018

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole		100 \$
Nom :		
Adresse :		
Téléphone :	Courriel :	
L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 1 AN DE DROIT DE PAROLE		
Abonnement individuel	30 \$	
Abonnement institutionnel	40 \$	
Abonnement de soutien	50 \$	
DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL		
Adhésion individuelle	10 \$	
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$	
Adhésion de groupes et organismes	25 \$	
Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à : Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 418-648-8043 info@droitdeparole.org droitdeparole.org		

La fumée, c’est secondaire

Par Michaël Lachance

Doc m’inquiète. Les calendes : une nouvelle aventure, il m’entraîne ipso facto chez Éluard. Sans nouvelle des jours durant, il m’a enfin fendu ce texto : «J’ai repris goût pour les blondes!». Pour l’ensemble, son message m’a laissé indifférent. C’est le verbe reprendre : «Re» prendre quoi? me disais-je, La Bastille?». De mémoire, Doc n’a pas montré dans le passé un goût marqué pour les «blondes». S’agit-il seulement d’une femme blonde?

Au printemps, la rue Couillard est bondée de crevasses et les trous-hommes sont fragiles aux débordements. L’étonnement lorsque je surpris Doc devant le café à traire des bouffées de cigarette, indifférent. Un otorhino fumeurs, bel exemple. Je l’ai toisé, réprobateur. Il a ri. J’ai salué le personnage, on est entré, on a pris une table près du bar. Doc a commandé deux Ricard :

- Camel.
- Je n’ai pas compris.
- Camel?
- Oui, Camel.
- C’est le nom d’la fille?
- Non, des cigarettes.

La serveuse, Marianne, a déposé devant nous les deux Ricard savamment préparés. J’ai versé l’eau, puis j’ai déposé les glaçons dans mon verre. J’ai poussé un court soupir, puis j’ai souri. Les «blondes», il parlait de tabac.

Doc n’a pas magasiné son verre, il a lampé le pichet. Le parfum anisé du Ricard a flotté dans l’air toute la matinée :

- Donc tu t’es remis à fumer?
- J’adore fumer, plus encore depuis l’idée proposée d’interdire la fumée de cigarette dans les lieux publics.
- Ah oui, j’ai lu vaguement. Une municipalité en banlieue de Montréal, c’est ça?
- Oui : société aseptisée néo-puritaine d’hypocrites!
- Et tu mènes une chaude lutte en tirant les bouffées pour marquer ton militantisme?
- Non, je tire des pofs avant d’aller enfumer le maire de cette bourgade propre! Je vais laisser ma Volvo 240 Diesel carboniser le Town Hall. Sur la rue, je vais distribuer des tracts pour clamer l’interdiction des moteurs à essences qui polluent les poumons de notre jeunesse et achèvent notre aïe. Je vais me faire un feu de charbons devant la mairie et brûler des pneus pour réchauffer l’ambiance.
- Je doute de l’approche, mais tu fais que ce tu veux, tsé.
- Ai-je déjà agît autrement?

On a placoté jusqu’à midi. Les laïus de Doc sont toujours interminables, surtout lorsqu’il est gris. Tout y est passé, un tir groupé : pétrole, pollution, féminisme, enfant soldat, famine, Syrie, Boko Haram, l’art, la subversion, le jansénisme, les comptes off shore, le complexe militaro-industriel, Trump, encore Trump et puis Poutine, Macron, Le Pen, Merkel, Couillard, Barrette, Trudeau, la peste noire, la petite vérole. Il a des bons mots que

pour les livres d’Howard Zinn et les poèmes de Sylvia Plath.

L’amour, toujours l’amour...
À la sortie du café, Doc m’a surpris par

«Tu disais que tu m’aimais»

— Poème Poisson d’avril de Patrice Desbiens

une rupture de ton inopiné, comme si, au contact le l’air, son esprit s’est raffermi. Sur la rue et dans la gadoue, on s’est élaboussé des restants d’hiver, nos culottes mouillées, Doc me dit :

- Tu sais la meilleure?
- Vas-y.
- Lorsque je suis sortie m’acheter des Camel bout-filtre ce matin, j’ai croisé une vieille connaissance disparue des radars depuis des lunes.
- Mais encore?
- Une fille.
- Et?
- Je suis en amour.
- Eh ben, je vais me remettre à fumer moi aussi...

Puis il m’inquiète toujours ce Doc. Son dernier amour n’a pas été de tout repos. Grosso modo, il s’est retrouvé avec cette fille, Judith, à Iqualuit, pour se faire larguer après deux jours parce qu’elle lui reprochait sa radiation permanente du Collège des médecins. Il ne l’a connaissait que depuis deux heures et s’en était assez, il la

suivrait au bout du monde. Deux semaines à le ramasser à la petite cuillère et à boire du Legendario chez Couillard à s’en fendre une cirrhose.

- Vous avez prévu une rencontre prochaine ?
- Ce soir!
- Ce soir ?
- Oui.
- Mais tu es bourré Doc?
- Je suis comme je suis, elle va m’accepter dans tous mes états, car je l’aime.
- Eh ben.
- Elle vient souper chez moi, je commanderai chez l’Arabe.
- Tu ne cuisines pas?
- Trop faite.

Voilà, l’hiver tire son rideau pour faire place à l’innocence des premiers amours. Je ne sais pas si ce coup est foireux comme le sera son coup d’État à la face du maire ou comme toutes les aventures de Doc, mais il semble déterminé à y croire :

- T’es un enfant Doc!
- Et puis?
- Les hommes agissent avec plus de retenue, non?
- Un homme, c’est un enfant qui a vieilli.
- Évidemment...

On a échangé brièvement au coin de la rue, le zénith m’a donné faim. Doc a pris son chemin, clope au bec, il a disparu dans les lointains, une nouvelle aventure à l’horizon. Je sais demain plein de promesses; je sais l’ivresse de Doc; à suivre...



VOUS AIMEZ LIRE
DROIT DE PAROLE?
VOUS POUVEZ LE
TROUVER DANS LES
LIEUX SUIVANTS

Limoilou

Alimentex
1185, 1^{er} avenue
Bibliothèque Saint-Charles
400, 4^e Avenue
Cégep de Limoilou
1300, 8^e Avenue
Bal du lézard
1049, 3^e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café
421, boulevard Langelier
CAPMO
435, rue du Roi
Maison de la solidarité
155, boulevard Charest Est
Bibliothèque Gabrielle-Roy
350, Saint-Joseph Est
Coopérative Méduse
541, Saint-Vallier Est
Le Lieu
345, rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole
266, Saint-Vallier Ouest
Café La Station
161, rue Saint-Vallier Ouest
Centre médical Saint-Vallier
215, rue Montmagny
Club vidéo Centre-ville
230, rue Marie-de-l’Incarnation

Saint-Jean-Baptiste

L’ascenseur du faubourg
417, rue Saint Vallier Est
Bibliothèque de Québec
755, rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back
870, avenue de Salaberry
Cinéma Cartier
1019, avenue Cartier
Un Coin du Monde
1150, avenue Cartier

Ste-Foy

Université Laval
Pavillons Casault et Bonenfant
Comité logement d’aide aux locataires de Ste-Foy
2920, rue Boivin



Visitez notre site Web droitdeparole.org
Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Un enjeu vous préoccupe, vous désirez écrire, alors rédigez
un texte et faites-le paraître dans la prochaine édition du journal.